

Tout savoir sur le Centre Pompidou-Metz (en 10 points)

Qui s'y frotte s'y pique

1. **Le coût de fonctionnement** : le Centre Pompidou-Metz exige pour son seul fonctionnement **12,5 millions d'€** d'argent public (exercice 2013) soit une augmentation de 1,5 millions par rapport à l'année d'ouverture (2010). Quid des dépenses d'investissement, notamment d'entretien du bâtiment. Pour l'un comme pour l'autre, assuré par de l'argent public à 100%! Le prix à l'entrée passe de **7 à 10 € voire 12€ en 2013**. Sans compter les recettes propres (billetterie, locations d'espaces, librairie....), les fonds européens, les aides indirectes et les dons privés (De Wendel). Une affaire qui tourne à **plus de 15 millions d'euros/an!**
2. **La toute puissance du réseau** : son arrivée en Lorraine a renforcé les réseaux de l'anti-art mobilisant tout l'argent public et mettant sous tutelle tous les lieux d'exposition lorrains. Phénomène de panurgisme et de mimétisme qui poussent des élus sans vision et des artistes sans style à faire de l'anti-art contemporain partout et à tout bout de champ. Le réseau fait l'effet d'un herbicide puissant et le Centre peut être rebaptisé Centre Pompidou-Monsanto.
3. **La chute de fréquentation** : alors que les coûts augmentent, la fréquentation est en chute libre. De **800 000** en 2011, on passe à **450 000** en 2012. Combien en 2013 ?
4. **La programmation** : elle ressemble à celle du FRAC, privilégiant les quelques courants artistiques (minimalisme, conceptualisme, bricolage installatoire.....) de l'idéologie artistique dominante qu'une camarilla de fonctionnaires impose envers et contre tout. Le contribuable paie pour un anti-art officiel impérialiste. La mission de service public de cette institution (éducation des publics et respect de la diversité des expressions) n'est pas respectée, elle est remplacée par les fantaisies d'un directeur soucieux de sa carrière qui transforme le musée en foire aux vanités pour happy few.
5. **Copinage, conflit d'intérêt ?** : les expositions 2011, celle de Buren, celle des frères Bouroullec, et certaines commandes publiques comme celle du peintre américain de l'exposition ERRE ou celle de l'installation de miroirs de Buren (encore lui) exhalent plutôt les parfums nauséabonds du copinage et du conflit d'intérêt que l'intérêt artistique.
6. **Couple élus-fonctionnaires** : comme je l'avais écrit en 2006 dans « La Machine culturelle », c'est le couple élus-fonctionnaires qui se partage les rôles laissant à la seule bureaucratie la responsabilité du programme scientifique et culturel (PSC). Les élus (ville, communauté d'agglo, région) assurent l'intendance à 100% et font de la figuration au sein de l'usine à gaz juridique qu'est L'Etablissement Public de Coopération Culturelle sous contrôle de MM Alain Seban, Alfred Pacquement et Laurent Le Bon. Un simulacre de démocratie qui exclut les publics et les artistes, s'apparentant à une dictature technocratique.
7. **Un centre inoccupé** : en dépit de tout l'argent dépensé (15 millions/an), un « tube » sur les trois existants reste inoccupé et vide alors qu'il pourrait être mis à disposition d'autres artistes à 2, 3 ou 4 pattes. Cette idée de bon sens et de synergie avec le milieu régional est inimaginable au cerveau de ces systématiques.
8. **Rayonnement** : arrogant et suffisant, le Centre n'a pas atteint son objectif de rayonnement européen et en dépit des moyens pour y parvenir (financement, tam-tam médiatique), il stagne au niveau régional et n'offre aucune perspective pour le futur sinon une inflation des dépenses nécessaires au maintien de cette lourdeur néandertalienne. Metz n'est pas Bâle, Cologne, Düsseldorf.....
9. **Isolement** : coquille vide, barnum prétentieux, ce Centre n'a pas réussi à faire le lien avec la culture vivante et à créer une émulation, préférant afficher sa morgue et son élitisme aussi incongrus en Lorraine qu'un homard dans un salon de Versailles.
10. **Fracture culturelle et fracture sociale** : le dogme de la culture créatrice de lien social n'est plus pertinent aujourd'hui quand celle-ci ne respecte pas la diversité des artistes et des publics et le dogme des retombées économiques reste discutable à ce prix élevé, avec peu d'emplois créés, et exige pour qu'on y croie un bilan précis et chiffré.